

« LA PAROLE DE DIEU N'EST PAS ENCHAÎNÉE » (2 Tm 2, 9)

Entretien avec les évêques de France

Chers frères dans l'épiscopat,

01. Mgr Ricard et vous-mêmes m'avez fait l'amitié de venir vous parler à l'occasion de cette Assemblée plénière. Je vous en suis reconnaissant, d'autant qu'à travers ma modeste personne, c'est tous les évêques de la RD Congo que vous avez invités. Vous voulez par ce geste continuer le dialogue et les échanges fraternels que nous avons amorcés l'an dernier à Kinshasa. Et je m'en réjouis vivement, cependant que je vous remercie une fois de plus pour la visite de votre délégation à notre communauté ecclésiale : visite de réconfort, témoignage de collégialité affective, de fraternité, de compassion et de proximité spirituelle.
02. Notre dialogue et nos échanges reçoivent un cachet particulier au terme de l'année de l'Eucharistie et de la 11^e assemblée générale du Synode des évêques, axée sur « l'Eucharistie, source et sommet de la vie et de la mission de l'Eglise ». Par l'Eucharistie, en effet, le Christ ressuscité nous **rassemble** de toutes les nations et nous **unit** dans sa passion, sa mort et sa résurrection ; il nous **nourrit** à la double « table de la parole et de son corps, pain de vie » (DV, 21) ; il nous **envoie** ainsi fortifiés pour **partager** avec nos frères et sœurs « ce pain rompu » pour la vie d'un monde nouveau, plus fraternel et plus accueillant.
03. Que notre rencontre ait lieu à **Lourdes** est pour nous l'objet d'une joie particulière, puisque Lourdes est l'un des hauts lieux de la présence de Dieu et de sa Mère Immaculée parmi les hommes, en particulier parmi les « pauvres de Yahweh ». C'est vous dire que ma gratitude est profonde et ma joie à son comble.
04. Au cours de cet entretien, je voudrais vous entretenir des axes de notre action pastorale et des défis de notre Eglise particulière. Je les situerai dans le contexte qui en constitue le cadre, de manière à faire apparaître nos raisons d'agir et nos motivations dans l'exercice de notre mission, que j'ai synthétisée dans cette parole de l'Ecriture : « La Parole de Dieu n'est pas enchaînée » (2 Tm 2, 9).

1. A l'aube de l'indépendance (1960)

1.1 Il ne me semble pas inutile de faire un survol des principales options pastorales des évêques de la RD Congo, afin de mieux situer dans leur évolution les

orientations prises actuellement par la CENCO. A l'aube de l'indépendance politique de notre pays (1960), alors que la hiérarchie ecclésiastique venait d'être instaurée en novembre 1959, l'Episcopat congolais prit comme options fondamentales :

1° la création de **communautés ecclésiales vivantes** (CEV) capables d'être le levain dans la pâte d'une société en mutation profonde. Il ne s'agissait naturellement pas encore de communautés ecclésiales de base (CEB), mais de paroisses et de mouvements d'action catholique dynamiques, autrement dit : d'une Eglise dynamique et vivante dans ses composantes et ses membres.

2° la formation d'un **laïcat** compétent et responsable dans la gestion de l'Etat, tout en demandant aux chrétiens de ne pas fonder des « partis politiques chrétiens » exclusivement réservés aux disciples du Christ, mais plutôt de s'associer avec les autres citoyens et hommes de bonne volonté, pour défendre les valeurs communes de société. Cette option pastorale s'appuyait fortement sur l'université catholique Lovanium fondée six ans plus tôt (1954).

3° **l'africanisation** – alors appelée *adaptation* – de la foi chrétienne, pour « une Eglise congolaise dans un Etat congolais », selon le mot de Mgr (cardinal) Joseph Malula le jour de son ordination épiscopale (20.09.59). Le débat sur la théologie africaine, commencé en 1958 à Lovanium, s'inscrivait dans ce cadre. Deux ans plus tôt (1956), « les prêtres noirs s'interroge(aie)nt » sur divers aspects de l'adaptation de la foi chrétienne en Afrique.

2. Les années 70-80

2.1 A la lumière des enseignements du concile Vatican II (1962-65), de l'encyclique *Populorum Progressio* (1967), du Message *Africae Terrarum* du Pape Paul VI (1967) et de son injonction lapidaire « *Africains, vous êtes désormais vos propres missionnaires* » et « *Vous pouvez et vous devez avoir un christianisme africain* » (Kampala, 1969), de l'exhortation apostolique *Evangelii Nuntiandi* (1975), à la lumière des dits enseignements, disais-je, ces options fondamentales trouveront une expression nouvelle. **Le débat sur la théologie africaine**, l'africanisation de la foi et le pluralisme théologique sera sur le principe clos à la suite de la publication du document de la commission théologique internationale sous la direction du Professeur Dr J. Ratzinger sur le pluralisme théologique (1972). Le temps était venu de se mettre au travail. Un professeur de la Faculté de Théologie catholique de Kinshasa définira et précisera en 1978 les fondements théologiques de l'inculturation. Nous suivrons avec attention et intérêt tout l'apport du magistère du Pape Jean-Paul II en matière d'inculturation. Il y encouragera vivement les évêques de notre pays en 1980 (son 1^{er} voyage à Kinshasa) et en 1983 (visite *ad limina*). Déjà à partir de 1972, la liturgie inculturée (« Rite zaïrois ») sera expérimentée à Kinshasa et dans la majorité des diocèses dès 1977. En 1988, le « *Missel romain pour les diocèses du Zaïre* » sera approuvé par le décret « *Zairensium Regionum* » de la Congrégation pour le Culte divin le dernier jour de notre visite *ad limina* (30 avril 1988).

2.2 Les communautés ecclésiales vivantes (CEV) deviendront, à la faveur de la 3^e assemblée générale du Synode des évêques sur l'évangélisation, les **petites** CEV, ce jusqu'à présent ; elles constituent l'unité de base de la structure territoriale de notre Eglise. Elles se réunissent une fois par semaine pour un partage d'Evangile, de prière et de charité en vue de la prise en charge des besoins spirituels et matériels de la communauté et du milieu.

2.3 Le développement intégral et solidaire se concrétisera à partir de 1972 dans les *micro-projets* conçus de telle manière que la population soit partie prenante dans leur conception, leur financement et leur exécution. *C'est les CEV qui en sont les artisans.* A ce sujet, un important document des évêques sera publié, intitulé : « Le chrétien et le développement de la nation » (1988). C'est grâce à l'option pastorale du développement que l'Eglise vit aux côtés du peuple et accomplit sa mission diaconale au service de la population voire de la nation. La Caritas nationale y contribue par une aide considérable.

2.4 La formation du laïcat fera l'objet d'une attention particulière à partir de l'Assemblée plénière de 1972, qui soulignera fortement la place des intellectuels dans la construction de la nation. Cette option était devenue impérieuse par suite de l'étatisation de l'université Lovanium (1971) et des écoles primaires, secondaires et professionnelles ainsi que de la suppression de tous les mouvements de jeunesse (1972), remplacés par la Jeunesse du MPR (JMPR). Face aux effets désastreux de ces mesures à trente ans de distance et à la faveur de la démocratie, l'Episcopat a amorcé un dialogue avec l'Etat en vue de la rétrocession de l'université catholique et des instituts d'enseignement supérieur indûment étatisés. Nous estimons, en effet, que placées entre nos mains, ces institutions donneront au mieux la mesure de leur capacité. Dans le cadre de la formation du laïcat, l'Archidiocèse de Kisangani est en train de réaliser le projet de la fondation d'un **Institut international africain, « post-graduate », destiné à la formation de leaders politiques, soucieux d'éthique dans la gestion de la chose publique.**

2.5 Quelques documents importants (historiques) ont ponctué les trois premières décennies de la hiérarchie congolaise qui, à huit mois près, est aussi âgé que le Congo indépendant :

- « L'Eglise au service de la nation zaïroise » (1972)
- « Notre foi en Jésus Christ » (1975) (Mobutu= messie, mobutisme= religion, MPR =Eglise)
- « Déclaration de l'Episcopat zaïrois face à la situation présente » (1975) (étatisation des écoles catholiques)
- « Appel au redressement de la nation » (1978)
- « L'homme créé à l'image de Dieu » (1981)
- « Message des évêques à l'occasion des 25 ans d'indépendance du pays » (1985)
- « La vie consacrée dans l'Eglise particulière du Zaïre » (1986)
- « Le chrétien et le développement de la Nation » (1988)
- « La vie et le ministère des prêtres au Zaïre » (1991)

2.6 Ces documents montrent à suffisance que l'évangélisation a toujours comporté la double dimension de l'annonce et du développement. On passe d'ailleurs aisément, sans confusion cependant, d'un registre à l'autre. Si à ce propos les notions ont été précisées et affinées par l'exhortation apostolique *Evangelii Nuntiandi* et surtout par le Synode spécial pour l'Afrique (*Ecclesia in Africa*) avec les cinq dimensions de l'évangélisation que sont l'annonce, l'inculturation, le dialogue, la justice et la paix, les médias, en réalité le « développement et la promotion humaine » ont toujours accompagné l'action évangélisatrice de l'Eglise dans notre pays : hôpitaux et centres de santé, foyers sociaux et centres d'alphabétisation, écoles, université et centres d'enseignement supérieur...

2.7 Il sied de mentionner qu'à l'occasion du centenaire de l'évangélisation de notre pays (1980), la Conférence épiscopale a pris deux options fondamentales pour le deuxième siècle de l'évangélisation, à savoir : la 1^{ère}, **la solidarité et le partage** comme manière inculturée de vivre la pauvreté évangélique et le commandement nouveau du Seigneur, la deuxième qui veut que **le missionnaire** (expatrié) ne soit pas quelqu'un(e) qui passe, mais qui demeure pour construire l'Eglise particulière avec ses frères et sœurs autochtones.

2.8 Jusqu'à la fin des années quatre-vingts, toutes les options susmentionnées ont été actualisées dans un climat et un contexte que l'on pourrait (malgré la dictature et les violations des droits humains) qualifier d'« ordonnés » et « pacifiés », mais à partir du premier semestre de 1990, des événements surviendront, qui obligeront les évêques à intégrer certains autres paramètres dans leurs options pastorales.

3. Une Eglise, « Mater et Magistra »

3.1 Lorsqu'à l'avènement de la *perestroïka* et de la *glasnost*, les autorités politiques de l'ex-Zaïre, à la suite des « consultations populaires » menées de février à avril 1990, ont décidé, le 24 avril 1990, de passer d'un régime dictatorial à une gestion démocratique de l'Etat, les évêques prirent résolument le parti d'*accompagner* le peuple dans cette nouvelle option. Les institutions politiques ayant été disqualifiées par le peuple, il fallait aider celui-ci à *définir un nouveau projet de société*, soucieux du bien commun et respectueux de la dignité humaine : opération qui n'est pas purement politique mais engage toutes les forces vives de la nation ; car il y allait de la vie de toute la nation.

3.2 Depuis lors, face à une transition régulièrement perturbée, les évêques de la RD Congo ont pris l'habitude d'adresser au peuple, de manière régulière, des « messages » susceptibles de *le guider dans sa conquête de la démocratie*. Chacun des messages contient toujours cette sentence lapidaire : « *L'intégrité territoriale et la souveraineté nationale ne sont pas négociables* ». Point n'est besoin de démontrer l'importance capitale de ce principe.

Cela dit, il y a lieu d'ajouter que la teneur de nos messages est généralement déterminée par la conjoncture globale du moment, toujours en rapport avec cette

quête de dignité humaine. Aussi chaque réunion de l'assemblée plénière et du comité permanent de la CENCO commence-t-elle toujours par un tour de table sur la situation pastorale et sociale globale dans chaque diocèse. Cela permet d'adresser au peuple et aux autorités des messages pertinents et de mettre l'Eglise au diapason des aspirations de la population.

3.3 Il ne s'agit naturellement pas de s'arrêter à des constats, il faut en plus **identifier les causes et les conséquences probables des événements**, des orientations ou bien des décisions politiques, des comportements individuels et collectifs, pour endiguer les dangers qui pourraient s'abattre sur le peuple qui nous est confié. En effet, dans la situation qui est la nôtre, nous estimons plus actuelle que jamais cette parole du prophète Ezéchiel : « **Fils d'homme, je t'ai fait guetteur pour la maison d'Israël** » (Ez 3, 17-21). Nous avons, croyons-nous en toute modestie, une **mission de guetteurs** pour le peuple congolais d'aujourd'hui : il nous faut, d'une part, **scruter les signes des temps**, les lumières et les ombres de notre histoire, afin d'y déceler les dangers et les maux qui, à partir de la culture traditionnelle ou bien de la modernité, pourraient *ab extra* et *ab intra* constituer un malheur pour notre peuple ; il faut d'autre part **repérer les éléments moteurs d'un développement intégral et solidaire**.

3.4 Point n'est besoin de dire que c'est là un exercice difficile, car les thèmes abordés dans nos messages touchent fatalement des domaines où l'Evangile et sa vision de l'homme pourraient bousculer les conceptions des autres acteurs sociaux, notamment de l'homme politique ou de l'économiste. Il nous semble cependant impérieux d'imiter l'exemple de Jésus Christ, qui a prêché l'Evangile en tout lieu, y compris au palais du Grand-prêtre, chez Pilate, à Gethsémani, sur le Calvaire et sur le Mont des Oliviers à l'Ascension (cf. Mc 2, 16-34 ; 14, 62 ; Jn 18, 36-37 ; Lc 23, 43 ; Ac 1,1-8). Peut-être sa pratique devrait-elle davantage nous inspirer et nous guider. Le tout est, en effet, une question de genre littéraire, de style et parfois de courtoisie, de prudence et de discernement certes, mais aussi de force. Mais « nous croyons, c'est pourquoi nous parlons ». (Cf. Ps 115 (116), 10-11).

3.5 L'essentiel est qu'en proclamant la Parole « à temps et à contretemps », nous n'ayons qu'un seul souci : **celui d'instruire** (2 Tm 4, 2). Ce souci nous habite, car dans un pays ayant 55 % de catholiques et 80 % de chrétiens, formés en majorité dans nos écoles, nous croyons devoir **parfaire la formation du peuple**, car ses lacunes rejaillissent sur nous. En fait, nous essayons de faire bénéficier notre peuple de l'expertise bimillénaire de l'Eglise. La proclamation de la Bonne Nouvelle du Christ en tous lieux, à temps et à contre-temps, s'avère nécessaire en ces jours où **les fidèles sont envahis par toutes sortes de sectes fondamentalistes**, chrétiennes et autres, avec comme conséquence, **la confusion doctrinale**, parfois intentionnellement entretenue.

3.5.1 Dans cet ordre d'idées, la CENCO s'est investie, jadis à la Conférence Nationale Souveraine (CNS-1992), pour la définition d'un nouveau projet global

de société ; plus récemment, à Sun City et à Prétoria pour la conclusion d'un accord politique. Enfin, depuis la signature de l'*Accord global et inclusif* du 17.12.02, pour la mise en place des institutions de la transition, la gestion de la chose publique selon les normes d'un Etat de droit, la poursuite du processus de transition de manière à conduire le peuple vers des élections libres, transparentes et démocratiques.

3.5.2 A travers plusieurs messages, les évêques se sont adressés aux gouvernants du pays et à notre peuple ainsi qu'à la communauté internationale pour que, chacun en ce qui le concerne et dans la transparence et la loyauté, s'engage à sauver le processus de transition politique (cf. textes dans *La Documentation Catholique*), en évitant que la conflictualité inhérente au système ne se transforme en conflits permanents au sommet de l'Etat. Un mémorandum spécial a même été adressé au secrétaire général de l'ONU (2004), comprenant des propositions concrètes, destinées à accélérer le processus de transition en RD Congo et à soutenir ce pays dans ses efforts de redressement socio-politique et économique. D'autres mémoranda ont été écrits à l'intention du médiateur, le président Thabo MBEKI (2004 et 2005). Une tournée de plaidoyer a aussi été organisée dans les pays occidentaux par l'ACEAC (2004), en vue d'exposer aux frères évêques et aux gouvernements de ces pays le point de vue de notre Conférence épiscopale sur les voies et moyens d'une transition harmonieuse dans notre pays. Enfin, la CENCO a participé au sommet de Dar-es-Salaam sur la sécurité, le développement et la paix dans les Grands Lacs (novembre 2004).

3.5.3 Depuis juillet 2004 la CENCO, en partenariat avec toutes les confessions religieuses du pays – y compris l'Islam – a levé l'option de la formation **civique et électorale** de la population. Un programme écrit a été conçu pour la formation des formateurs, celle du peuple et des observateurs indépendants pour les élections.

3.6 Il y a lieu de souligner le fait que notre peuple, comme ses pasteurs, ressent la nécessité d'un **retour aux valeurs du Royaume**, effritées par le régime plutôt corrompu de la 2^e République. Aussi **l'enjeu de la pastorale** dans notre pays actuellement est-il d'éviter que la crise matérielle due à une paupérisation déshumanisante ne se transforme pour toujours en une crise morale multiforme et difficile à extirper. Voilà pourquoi l'accompagnement du peuple dans sa quête de dignité humaine et de démocratie vise somme toute à l'émergence d'une société qui porte la vertu, ou qui, pour le moins, ne rend pas héroïque la pratique des vertus les plus ordinaires.

4. Une Eglise-famille de Dieu

4.1 Le Synode spécial pour l'Afrique a ouvert ses portes quatre jours après le déclenchement du **génocide rwandais**. Celui-ci entraînera tous les **conflits successifs** dans la sous-région. Cette assemblée synodale a instruit l'Eglise d'Afrique que, désormais sur le continent, l'évangélisation aurait comme objectif **l'édification d'une Eglise-famille** de Dieu (EIAF, n° 63), pour que les familles

africaines deviennent des *Eglises domestiques* et les sociétés africaines des *sociétés-famille*. Cette option pastorale venait à point nommé pour une Afrique en proie à des génocides, des guerres et des conflits récurrents, des idéologies ethnocentriques dans la conquête du pouvoir, des mouvements migratoires.

4.2 Effectivement, dans l'Afrique contemporaine, où les chefs de guerre se sont substitués aux « colonels » à la tête des Etats, l'Eglise est instamment appelée à **mettre en œuvre une pastorale qui prône la paix et la fraternité universelle dans le Christ**, sans distinction de races, d'ethnies, de nations et de classes sociales (cf. Ga 3, 28) : car le Christ, qui est notre Paix, a **renversé toutes les barrières** qui séparent les peuples (cf. Ep 2, 14-16) et rassemblé les enfants de Dieu dispersés (cf. Jn 11,52). **Une telle fraternité implique l'amour, la solidarité, le partage ; elle désarme les bras fratricides ; elle exclut la haine et le ressentiment, car en son corps sur la croix le Christ a tué la Haine (cf. ibid. 2, 16).**

4.3 En Afrique, l'Eglise doit pour le moment affronter **un défi** : elle doit d'une part devenir le milieu par excellence du rassemblement de tous les peuples, races et ethnies, et en particulier le rassemblement des frères-ennemis et, d'autre part, le lieu et le sacrement de pardon, de réconciliation et de paix sur le continent. Nous nous efforçons de lever ce défi en RD Congo, au Rwanda et au Burundi. L'ACEAC continue de jouer un rôle moteur bénéfique à cet égard, en nous réunissant par rotation dans les trois pays de la sous-région. Je me réjouis de la présence ici de Mgr Nicolas Djomo, à qui je rends hommage pour l'œuvre qu'il accomplit.

4.4 La tâche de rassembler et réconcilier les frères-ennemis est particulièrement délicate : elle peut en conscience créer des conflits de devoirs et ne pas trouver un juste équilibre entre le patriotisme et la fraternité en Jésus Christ. Il n'est pas aisé d'expliquer à quelqu'un(e) que le citoyen du pays qui agresse le sien est un frère ; ou bien que les peuples ne sont pas toujours responsables de la politique des Etats. Nous prions pour que le Seigneur nous amène à le comprendre et qu'il fasse de notre charité fraternelle une source de pardon, de réconciliation, de la paix des esprits et des cœurs, de la Paix du Christ.

4.5 La pastorale des jeunes reste un sujet particulièrement sensible, du fait que leur horizon paraît bouché. Et pourtant les jeunes constituent aussi bien le présent que l'avenir de nos pays. L'Eglise doit les aider à être des artisans du présent et de l'avenir : le leur et celui de nos nations. C'est la raison pour laquelle les grondements sociaux récents en RD Congo, relatifs au non-paiement et à l'augmentation des salaires préoccupent les évêques, qui les suivent avec inquiétude. La CENCO s'efforce d'apporter sa contribution à la solution de ces problèmes. A propos de la jeunesse, un phénomène nous préoccupe : les enfants de la rue, les « enfants sorciers, les enfants dans la rue. L'Eglise et l'Etat doivent de toute urgence se donner la main, pour affronter ce problème pastoral autant que social, sous peine de préparer pour la société une bombe à retardement.

4.6 La famille et sa mission au sein de l'Eglise et dans la société fait l'objet d'une sollicitude pastorale accrue. En effet, beaucoup de jeunes cohabitent sans aucun lien matrimonial coutumier, civil ou sacramentel. Ils privatisent en quelque sorte l'institution matrimoniale. On voit les dangers d'une telle situation, ne serait-ce que pour la vie sacramentelle, les droits des époux et des enfants, sans parler de l'avenir de ces jeunes femmes avec enfants, en cas de divorce.

4.7 Le séjour prolongé des prêtres et des laïcs formés en Occident, qui ne manifestent aucune volonté de rentrer mettre leur expertise au service de la nation, constitue une autre cause de préoccupation pastorale. C'est un exode des cerveaux. Aussi les Conférences épiscopales d'Europe et d'Afrique gagneraient-elles à chercher de concert une solution juste et équitable à ce problème.

4.8 Sans doute le défi dont mention ci-dessus, de l'Eglise comme lieu de rassemblement des peuples, concerne-t-il aussi toute l'Eglise catholique, dans un monde de plus en plus globalisé et unifié et pourtant écartelé par des attitudes de xénophobie, de racisme et de refus de l'altérité ; un monde où la conquête du pouvoir et de l'argent devient la norme suprême de l'agir politique et économique ; un monde où la guerre par procuration et la guerre privatisée n'arrêtent plus de tuer et de massacrer à grande échelle ; un monde où des prétendants au pouvoir n'ont rien trouvé de mieux que d'enrôler des enfants dans leurs milices pour de basses besognes ; un monde enfin où le phénomène de l'immigration, inévitable dans l'ordre mondial actuel, devrait inciter les décideurs politiques à s'attaquer au mal dans ses racines. **L'humanité a besoin de découvrir le frère et la sœur pour découvrir le Père et inversement, car Dieu a voulu l'humanité comme une famille. Puisse le péché de Caïn ne plus hanter l'humanité.**

5. Conclusion

5.1 Il est temps de conclure. Au cours de cet entretien, nous avons tenté de vous faire part des options pastorales fondamentales de l'Épiscopat de notre pays et de l'évolution de celles-ci depuis quatre décennies. Prises avec courage à l'aube de l'indépendance politique de l'ex- Congo Belge, ces options, toujours actuelles, ont évolué en s'enrichissant des apports doctrinaux du Magistère, accueilli dans une volonté permanente d'inculturation.

5.2 Par ailleurs, scrutant les signes des temps et soucieux d'être les guetteurs pour le peuple de Dieu, les évêques ont toujours su affiner ces options en les confrontant avec les impératifs socio-politiques, économiques et culturels du moment. Il en est résulté tout un **discours social** qui a créé une jurisprudence et une vision pastorale propre à notre Eglise particulière. Ce discours social est venu appuyer les autres domaines de l'évangélisation.

5.3 Si j'ai surtout insisté sur cette dimension sociale de notre pastorale, ce n'est pas que nous entendions négliger les autres activités inhérentes à l'évangélisation,

notamment le kérygme, la catéchèse et l'administration des sacrements, la croissance de la communauté chrétienne. Loin s'en faut ! Elles fonctionnent d'ailleurs de manière plutôt satisfaisante : nos communautés ecclésiales sont dynamiques et en croissance, les vocations sacerdotales et religieuses sont nombreuses, nos laïcs institués dans différents ministères non-ordonnés ou bien des services sont très engagés dans divers secteurs de l'évangélisation et de la vie de l'Eglise... En revanche, là où le rôle du laïcat laisse à désirer, c'est dans son engagement politique dans la gestion du temporel selon Dieu. Aussi fallait-il que l'Episcopat les encadre et les accompagne dans ce terrain miné. Nous sommes persuadés que l'Esprit du Seigneur, qui remplit l'univers et tient unies toutes choses (Cf. Sg 2, 7) fera porter à ces efforts pastoraux des fruits durables. « *Tantus labor non sit cassus* » (séquence *Dies Irae*). Tels sont nos vœux ; telle est notre prière à laquelle nous vous demandons de vous associer.

+ L. MONSENGWO PASINYA
Archevêque de Kisangani
Président de la CENCO

Lourdes, le 06 novembre 2005